

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 20 octobre 2022

[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11 octobre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EPC France**

4 rue Saint-Martin  
13310 Saint Martin de Crau

Références : STE-BARBE\_EPC-FRANCE\_2022-10-20\_RAPVI\_CPB\_24192  
Code AIOT : 0006201797

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 octobre 2022 dans l'établissement EPC France implanté Dépôt de Cheuby 11 Rue de Libaville 57640 Sainte Barbe. L'inspection a été annoncée le 26 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 11 octobre 2022 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPC France
- Dépôt de Cheuby 11 Rue de Libaville 57640 Sainte Barbe
- Code AIOT : 0006201797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

La société EPC France, anciennement Nitro-BickFord, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage sur la commune de Sainte-Barbe par arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 modifié.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les capacités
- les registres
- les conditions de stockage
- la prévention du risque incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.  
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantités stockées	Arrêté préfectoral du 19 juin 2000, article 2	/	Sans objet
2	Registres	Arrêté préfectoral du 9 juin 2000, articles 74 et 75	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Equipement incendie	Arrêté préfectoral du 9 juin 2000, article 72 partiel	/	Sans objet
4	Système de gestion de la sécurité	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 partiel	/	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 9 juin 2000, article 14 partiel	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats réalisés, les prescriptions contrôlées n'appellent pas d'observation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Quantités stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 19 juin 2000 modifié, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantités stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 est modifié par arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-59 du 21 mars 2016 comme suit : tableau non reproduit (données confidentielles)
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le respect de la prescription. Cf constats détaillés en PJ confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Registres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2000 modifié, articles 74 et 75
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour des registres d'entrées et de sorties des produits pour chacun des dépôts, y compris le local de préparation.  La tenue des registres d'entrées et de sorties [...], associée à l'archivage de documents de fabrication, d'importation ou de transport, doit permettre de disposer pour chaque produit : - des indications définies par les dispositions de l'arrêté du 3 mars 1982 ; - de la connaissance de ses mouvements et de l'identité des responsables successifs de sa détention.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le respect de la prescription. Cf constats détaillés en PJ confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Equipement incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2000 modifié, article 72 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'exploitation des dépôts, l'exploitant doit respecter les règles de sécurité fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 1928 modifié.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le respect de la prescription. Cf constats détaillés en PJ confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Système de gestion de la sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Revue de direction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.  Annexe I [...] 7. Audits et revues de direction
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le respect de la prescription. Cf constats détaillés en PJ confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2000 modifié, article 14 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débroussaillage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions des articles R.233.14 et R.233.41 du Code du Travail, les mesures de lutte contre l'incendie suivantes doivent être prises [...] : prescriptions confidentielles.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le respect de la prescription. Cf constats détaillés en PJ confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet